

# Quelles inégalités sont compatibles avec les différentes conceptions de la justice sociale ?

## L'essentiel en 5 points

Les **inégalités économiques** se mesurent à l'aide d'**indicateurs statistiques** comme le rapport inter-quantile, la courbe de Lorenz ou l'indice de Gini. Elles se sont réduites de 1914 à 1980 et se creusent à nouveau depuis.

Les inégalités économiques se cumulent le plus souvent avec des **inégalités sociales**. L'inégalité des ressources sociales, économiques ou culturelles se répercute sur la santé, l'accès à l'emploi, au logement etc.

Il existe trois conceptions de l'égalité : **l'égalité des droits, des positions et des chances**. Ces conceptions de l'égalité permettent de définir ce qui est juste dans les différentes approches de la **justice sociale**.

Les **pouvoirs publics** engagent diverses politiques en faveur de la réduction des inégalités et notamment des politiques de **redistribution** ou de « **discrimination positive** ».

L'action des pouvoirs publics se heurte néanmoins à une **insuffisante efficacité, légitimité** et à des risques d'**effets pervers**, alors même que la dépense publique est contrainte.

## 1 Comment mesurer les inégalités et leur évolution ?

### a. La mesure des inégalités économiques

DOSSIER 1 A

► Les ressources économiques, revenus et patrimoines, sont distribuées de manière très inégales dans les sociétés contemporaines. Il existe différents outils statistiques pour mesurer ces **inégalités économiques**.

► L'un de ces outils repose sur les **rapports inter-quantiles**. Ils consistent à calculer le coefficient multiplicateur entre le revenu qui sépare le dernier quantile (décile, quartile, centile, etc.) et le premier dans une population où les individus sont rangés par ordre croissant par rapport à la ressource considérée.

► Cependant, cet outil ne permet pas de saisir toutes les inégalités, notamment celles qui se situent aux extrêmes : on lui préfère ainsi le **coefficient de Gini** calculé à partir de l'écart entre la **courbe de Lorenz**, représentant la répartition cumulée d'une ressource, et la droite d'équirépartition.

► On peut enfin mesurer la corrélation entre le revenu des parents et celui de leurs enfants une fois devenus adultes pour mettre en évidence la **transmission intergénérationnelle** des inégalités.

### b. L'évolution des inégalités économiques depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle

DOSSIER 1 B

► D'un niveau très élevé au début du xx<sup>e</sup> siècle dans les pays riches, les inégalités de revenus et de patrimoine y ont fortement décliné sous l'effet des guerres et surtout de la mise en place d'importantes politiques de **redistribution** et de **protection sociale**.

► Elles ont cependant recommencé à croître à partir du milieu des années 1980 en raison, notamment d'un tournant politique consistant à chercher à favoriser les facteurs de l'offre plutôt que d'entretenir la demande. Ce qui a bénéficié aux détenteurs de capitaux, dont la circulation a été fortement dérégulée, et en particulier au 1 % les plus riches dont les revenus et le patrimoine se sont envolés.

### c. Le caractère cumulatif des inégalités économiques et sociales

DOSSIER 1 C

► Les **inégalités** sont aussi **sociales**. Elles concernent l'accès à diverses ressources dans la société : positions de pouvoir, relations, culture, santé, éducation, logement, etc.

► Les inégalités ne sont pas seulement multiformes, elles sont également **cumulatives**, dans la mesure où elles tendent à s'entretenir les unes les autres.

► Un déficit d'éducation expose par exemple davantage au chômage, facteur lui-même de problèmes de santé, qui peuvent provoquer un certain isolement social et renforcer la difficulté à trouver un emploi et à disposer d'un revenu décent.

► Enfin les **discriminations** liées au sexe, à l'âge, au handicap, etc. peuvent aussi amplifier les inégalités et contribuer à leur cumul.

## Mots-clés

Les **inégalités économiques** sont plus particulièrement celles qui concernent la détention de ressources matérielles. On distingue en particulier les inégalités de revenus et celles de patrimoine, qui sont plus élevées encore que les premières.

Une **inégalité sociale** désigne une différence dans l'accès à certaines ressources entre des individus ou des groupes qui vont avantager ou désavantager certains par rapport à d'autres et créer des hiérarchies.

Une **discrimination** consiste en un traitement différencié d'un groupe ou d'une personne pour l'accès à une ressource donnée (emploi, logement, loisir, etc.) en raison d'un critère considéré comme illégitime dans la société donnée (sexe, âge, couleur de peau, orientation sexuelle, handicap, religion, etc.). Tout traitement différencié n'est ainsi pas forcément une discrimination (comme le fait de privilégier un candidat plus diplômé pour un emploi, ou de ne réserver certains emplois aux seuls citoyens européens, voire français), cela dépend de la conception de la justice sous-jacente à la loi en vigueur.

La **justice sociale** renvoie à un idéal de société dans laquelle chaque membre aurait le sort qu'elle ou il « mérite » au regard de certains critères considérés par la collectivité comme légitimes.

La **redistribution** consiste à réduire les inégalités de revenus primaires par le biais des prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) et des prestations sociales versées aux ménages.

La **discrimination positive** consiste à donner des avantages à une catégorie de population qui est habituellement lésée.

## 2 Les différentes conceptions de l'égalité et de la justice sociale

### a. Les différentes conceptions de l'égalité

DOSSIER 2 A

► On peut distinguer trois formes d'égalité : l'**égalité des droits**, consistant à garantir à chacun un traitement égal devant la loi, l'**égalité des positions**, par laquelle chacun doit bénéficier des mêmes conditions de vie, et l'**égalité des chances**, qui consiste à assurer à tous les mêmes opportunités initiales.

► Si elles se complètent, ces trois types d'égalité peuvent aussi entrer en tension : les politiques dites de « **discrimination positive** », peuvent ainsi enfreindre l'égalité des droits pour réaliser celle des chances, tandis que cette dernière peut apparaître comme un moyen de légitimer les inégalités de position.

### b. Les diverses approches de la justice sociale

DOSSIER 2 B

► On peut distinguer plusieurs conceptions de la **justice sociale** selon la valeur que l'on fait primer. L'**utilitarisme** met en avant la maximisation du bien-être collectif, comme la somme du bien-être de chaque individu. Le **libertarisme** (ou libertarisme) place la liberté individuelle au-dessus de toute chose. L'**égalitarisme strict** considère quant à lui qu'il faut en priorité rechercher l'égalité des positions.

► Enfin l'**égalitarisme libéral** vise à concilier égalité et liberté en prônant la recherche d'une égalité des chances originelle combinée à un souci particulier pour le sort des plus désavantagés.

► Il existe des tensions entre ces philosophies qui ne peuvent se résoudre que par une délibération collective quant aux valeurs prioritaires pour la société considérée.

## 3 L'action des pouvoirs publics en matière de justice sociale

### a. Les pouvoirs publics contribuent à réduire les inégalités économiques

DOSSIER 3 A

► Les pouvoirs publics peuvent agir sur les inégalités à travers les **mécanismes de redistribution**. D'une part, par les **prélèvements obligatoires**, surtout lorsque ceux-ci sont progressifs, c'est-à-dire qu'ils sont proportionnellement plus élevés pour les plus riches. D'autre part, par les **revenus de transfert** (**prestations sociales** notamment), mais aussi les **services publics** qu'ils permettent de financer.

► Ces **services collectifs** garantissent ainsi l'accès pour le plus grand nombre à certaines ressources jugées fondamentales dans une société donnée.

### b. Les pouvoirs publics cherchent à promouvoir l'égalité des chances

DOSSIER 3 B

► Les pouvoirs publics peuvent également intervenir pour **lutter contre les discriminations**, à travers la mise en place de dispositifs de repérage des discriminations notamment à l'embauche.

► Ils favorisent aussi une réponse juridique à laquelle participent des institutions comme le Défenseur des droits et sensibilisent les populations grâce à des campagnes publiques.

### c. Les contraintes des gouvernements dans la lutte contre les inégalités ?

DOSSIER 3 C

► Ces différents dispositifs font néanmoins l'objet de certaines remises en cause aujourd'hui. Leur coût est présenté comme trop élevé dans un contexte où les gouvernements cherchent à réduire les dépenses publiques.

► Trois limites sont particulièrement mises en avant par les critiques : leur **manque d'efficacité** dans la réduction des inégalités ou dans le ciblage des politiques publiques, leur déficit de **légitimité**, alors que certains affichent leur refus de la solidarité collective, et enfin le risque d'**effets pervers** dont ces dispositifs seraient porteurs, notamment en désincitant les bénéficiaires à chercher un emploi ou s'extraire de la pauvreté.

## Ne pas confondre

### Égalité des droits, des positions et des chances

L'**égalité des droits** suppose que la loi est la même et s'applique de la même façon pour tous, l'**égalité des positions** que chacune et chacun ait accès au même niveau de ressources économiques et sociales, enfin l'**égalité des chances** (ou équité) implique que chacun parte avec les mêmes chances de réussite au départ mais admet que l'on puisse atteindre des positions très inégales.

### Égalité et équité

L'**égalité** prise au sens large désigne la situation dans laquelle les individus sont pleinement égaux entre eux. L'**équité** constitue une propriété du critère d'égalité, elle représente un jugement moral que l'on porte sur le type d'égalité que l'on veut promouvoir. Par exemple accepter l'inégalité en faveur des plus défavorisés. Ainsi si l'on accorde à un élève handicapé un temps supplémentaire lors des épreuves du baccalauréat, on cherche à promouvoir l'égalité dans la possibilité de composer plutôt que l'égalité de temps, au nom d'un jugement moral (l'équité).

## Chiffres clés



Les **10%** des humains les plus riches ont toujours détenu plus de **50%** du patrimoine mondial depuis 1780, tandis que les **50%** les plus pauvres n'en ont jamais détenu plus de **10%**.

L'espérance de vie des 5% de Français recevant les plus hauts revenus est supérieure de **13 ans** par rapport aux 5% ayant les plus bas revenus – 84 contre 71 ans.



« Nous ne méritons pas notre place dans la répartition des dons à la naissance, pas plus que nous ne méritons notre point de départ initial dans la société. »

John Rawls (1921-2002) dans sa *Théorie de la justice* (1971).

# QUELLES INÉGALITÉS SONT COMPATIBLES AVEC LES DIFFÉRENTES CONCEPTIONS DE LA JUSTICE SOCIALE ?

## INÉGALITÉS ÉCONOMIQUES

Fait que les **ressources économiques** (revenus et patrimoine) soient **distribuées de manière inégale.**



→ Évolution des inégalités économiques

**Importantes** début XX<sup>e</sup> siècle

- ☑ Guerre
- ☑ Politique de redistribution
- ☑ Protection sociale

→

**Décroissantes** milieu XX<sup>e</sup> siècle

Je fais partie des 1% les plus riches. Mes revenus se sont envolés !



- ☑ Politique favorisant l'offre et l'épargne
- ☑ Dérégulation de la circulation des capitaux

**Croissantes** au milieu des années 1980

→ Outils de mesure

Rapport inter-quantile

Coefficient de Gini

- Courbe de Lorenz
- Droite d'équité

## INÉGALITÉS SOCIALES

INÉGALITÉS MULTIFORMES + CUMULÉES

Fait que l'accès à diverses ressources dans la société :

- ☑ Pouvoir
  - ☑ Relation
  - ☑ Culture
  - ☑ Logement
  - ☑ Santé
  - ☑ Éducation
  - ☑ Accès à l'espace public...
- soient inégalitaires.



Je n'ai pas pu faire d'étude. Je suis donc plus facilement au chômage et logée de manière précaire.

Et en plus je suis une femme.

⚠ Les **discriminations** (âge, sexe, handicap) peuvent amplifier les inégalités.

## ÉGALITÉ ET JUSTICE SOCIALE

→ 3 formes d'égalité sociale

Égalité des droits

Traitement égal devant la loi.



Égalité des positions

Mêmes conditions de vies pour tous.



Égalité des chances

Mêmes opportunités initiales pour tous.



💡 Ces égalités sont **complémentaires**.

⚠ Elles peuvent rentrer en tension du fait de **discriminations positives**.

→ Plusieurs conceptions de la **justice sociale**

l'utilitarisme



Il faut maximiser le **bien-être collectif** comme des bien-être individuels.

l'égalitarisme strict



Priorité à la recherche de l'**égalité des positions**.

le libéralisme



La **liberté individuelle** est au-dessus de tout.

l'égalitarisme libéral



Il faut concilier **liberté et égalité**.



Risque de tension entre ces philosophies quant aux valeurs considérées comme prioritaires dans une société déterminée.

## POUVOIRS PUBLICS & JUSTICE SOCIALE

Les pouvoirs publics agissent de deux façons.

Réduction des inégalités économiques

Mécanisme de **redistribution**

Je collecte des **prélèvements obligatoires** (impôts, cotisations sociales) aux plus riches.

Et avec, je reverse des **revenus de transfert** (prestations sociales) aux plus pauvres...

Mais aussi finance des **services publics** (santé, éducation, transport, logement...)

- ⚠
- ☑ Manque d'efficacité
- ☑ Manque de légitimité
- ☑ Effet pervers

Promotion de l'égalité des chances

Dispositif de repérage de discrimination



Ouh là, discrimination en vue !

☑ Sensibilisation du public (campagne)

☑ Réponse Juridique  
Ex. : Défenseur de droit

C'est bien joli tout ça, mais moi en tant que femme, je suis toujours autant discriminée.



## Le caractère multiforme des inégalités

Type d'inégalité	Manifestation concrète	Exemple
<b>Inégalité dans l'ordre de l'avoir</b>	Inégalités dans la distribution des ressources matérielles de la société, dans la répartition de la richesse sociale.	Les inégalités de salaires homme/femme.
<b>Inégalité dans l'ordre du pouvoir</b>	Inégalités dans la distribution des ressources sociales et politiques de la société, dans la répartition du pouvoir, de la capacité de défendre ses intérêts et ses droits, d'imposer sa volonté aux autres par différents biais, de peser au moins partiellement sur l'organisation de la société et sur le cours des événements historiques.	Le fait que les étrangers vivant sur le sol français ne puissent pas voter.
<b>Inégalité dans l'ordre du savoir</b>	Inégalités dans la distribution et la maîtrise des savoirs, dans la capacité d'élaborer des connaissances et de donner un sens au monde dans lequel on vit, de proposer et d'imposer des définitions légitimes des choses, des gens, des situations, des rapports et des pratiques.	Les inégalités de diplôme qui recourent des inégalités dans l'ordre du savoir.

D'après Alain Birh et Roland Pfefferkorn, *Le Système des inégalités*, © La Découverte, coll. « Repères », 2011.

**6 Distinguer.** Parmi les inégalités du tableau, lesquelles sont des inégalités économiques ? des inégalités sociales ?

**7 Illustrer.** Pour chaque type d'inégalité, donnez un autre exemple que celui du tableau.

**8 Réfléchir.** Comment les inégalités dans l'ordre du savoir peuvent-elles entraîner des inégalités dans l'ordre de l'avoir ?

## Les causes des inégalités de revenu et de patrimoine selon Thomas Piketty

Facteurs de la réduction des inégalités de patrimoine entre 1914-1970	Facteurs favorisant la reconstitution du patrimoine depuis les années 1980
<ul style="list-style-type: none"> <li>– <b>Destructions de capital</b> liées aux guerres et faillites suite à la crise de 1929.</li> <li>– <b>Inflation</b> forte dans l'entre-deux-guerres et soutenue au cours des années 1950-1970 qui réduit l'accumulation de patrimoine.</li> <li>– Rôle de la <b>fiscalité progressive sur les revenus et les patrimoines</b> (mise en place en 1901 de l'impôt sur les successions et en 1914 de l'impôt sur le revenu qui empêche la reconstitution du patrimoine).</li> <li>– <b>Forte croissance</b> favorable à la réduction des inégalités et à une moindre concentration du patrimoine (accession à la propriété des classes moyennes). Croissance (g) &gt; rendement du capital (r)</li> <li>– <b>Passage d'une « société de rentiers »</b> vivant d'un patrimoine à une « société de cadres » vivant de revenus du travail.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Phénomène de <b>reconstitution du patrimoine du fait d'un effet-prix</b> (hausse de la valeur des titres financiers et de l'immobilier).</li> <li>– <b>Ralentissement de l'inflation</b> à partir des années 1980 du fait de la mise en place de politiques désinflationnistes (hausse des taux d'intérêt, stagnation du coût du travail). Cela favorise l'épargne.</li> <li>– <b>Fiscalité plus favorable au patrimoine</b> (moindre taxation du capital et des tranches hautes des revenus, réduction des droits de succession).</li> <li>– <b>Ralentissement de la croissance économique</b> qui rétablit la loi fondamentale du capitalisme <math>g &lt; r</math>: les détenteurs de patrimoine s'enrichissent mécaniquement plus vite que le reste de la population.</li> <li>– <b>La « société de cadres » ne signifie pas la disparition de « rentes » liées aux très hauts salaires.</b></li> </ul>

## Différentes conceptions de la justice sociale

	L'utilitarisme	L'égalitarisme strict	Le libertarisme	L'égalitarisme libéral
<b>Auteur(s) de référence</b>	Jeremy Bentham (1748-1832) John Stuart Mill (1806-1873)	Karl Marx (1818-1883)	Friedrich Hayek (1899-1992) Robert Nozick (1938-2002)	John Rawls (1921-2002)
<b>Forme de l'égalité privilégiée</b>	Égalité des utilités individuelles	Égalité des situations	Égalité des droits	Égalité des chances
<b>Conception de la justice sociale</b>	Cherche « le plus grand bonheur du plus grand nombre » (par l'addition des plaisirs et la soustraction des peines)	Cherche à corriger les inégalités de départ pour obtenir l'égalité réelle	Repose sur l'égalité de tous devant la loi	Suppose de tenir compte des inégalités de départ pour mettre en place une égalité réelle des chances
<b>Exemple : organisation de l'accès aux soins</b>	Par le marché avec assurance santé obligatoire	Assurance santé obligatoire organisée par l'État	Par le marché (assurance privée) et la responsabilité individuelle	Assurance santé obligatoire substantielle
<b>Limites</b>	Peut entraîner le sacrifice d'une minorité si le bonheur du plus grand nombre s'en trouve augmenté	Occulte la notion de mérite des individus	Les inégalités sont considérées comme naturelles, légitimes et efficaces	N'implique pas l'égalité des résultats, seulement l'égalité des chances